

## TOUT EN MAINTENANT L'OPTION D'UN RASSEMBLEMENT AVEC ENNADHA

# Djaballah sur le point de créer un nouveau parti

**Abdallah Djaballah a annoncé, hier, son intention de créer une nouvelle formation politique. Le secrétaire général du mouvement El-Islah «légal» a déclaré qu'il maintenait l'option d'un rassemblement avec Ennahda.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Abdallah Djaballah a rendu publiques les résolutions adoptées samedi dernier par le conseil consultatif de sa formation.

«Le Majliss echoura a confirmé le principe relatif à la création d'un nouveau cadre politique au cours de ces prochains mois. Le conseil a également décidé de faire participer l'ensemble des militants et des sympathisants du mouvement au choix du sigle de cette nouvelle structure», a-t-il précisé à l'occasion d'une conférence de presse animée hier au siège de son parti.

Ayant perdu l'espoir de récupérer le mouvement El-Islah, qui lui a été ravi par ses anciens compagnons avec la «complicité de Bouteflika et de Zerhouni», voilà que Abdallah Djaballah se prépare à débiter une autre aventure politique dans le cadre de cette nouvelle structure.

«Je milite depuis mon plus jeune âge. Cette structure nous permettra de poursuivre nos activités militantes. Il faut faire la différence entre ceux

qui créaient un parti politique à des fins électoralistes et ceux qui fondent un parti pour en faire un cadre pour militer et défendre ses idées politiques. Nous, nous avons opté pour la seconde démarche», notera-t-il.

Autre décision entérinée par le Majliss echoura : la poursuite du processus de réconciliation avec le mouvement Ennahda.

A certaines conditions toutefois. «L'initiative de réconciliation entre nos deux partis a été suspendue, avant même la tenue du congrès rassembleur. Je dirais juste que nous ne sommes pour rien dans cette situation. Mais j'estime que l'initiative n'a pas été abandonnée définitivement, c'est juste un retard. Nous avons décidé de poursuivre le processus, mais dorénavant, le rassemblement se fera sous la bannière du nouveau parti».

A moyen terme, les ambitions politiques de Abdallah Djaballah ne se limitent pas uniquement à la création d'un parti politique qui sera com-

posé des militants des mouvements El-Islah et Ennahda ; il envisage également de rassembler l'ensemble des courants politiques du pays pour provoquer le

«changement». Ce projet, qui a également été validé par le conseil consultatif, devrait se dérouler en plusieurs étapes. «Nous devons avant tout unifier le cou-

rant islamistes puis aller vers un rassemblement de tous les courants politiques algériens, quelle que soit leur nature. Nous devons provoquer un changement de fond

et cela ne pourra se faire par un seul courant politique», a précisé Djaballah qui dit rester à la tête du mouvement El-Islah «légal».

T. H.

## ÉLECTIONS SÉNATORIALES

# Jeux d'alliances à l'Alliance

**Les trois partis de l'Alliance présidentielle préparent activement les élections pour le renouvellement partiel du Conseil de la nation. La question des alliances entre les candidats des formations pourrait être laissée à la libre appréciation des structures locales.**

Les états-majors du Front de libération nationale, du Rassemblement national démocratique et du Mouvement de la société pour la paix n'ont toujours pas défini de stratégie commune en matière d'alliance électorale à l'occasion du renouvellement de la composante du Sénat.

Cette question a bien été débattue, la semaine dernière, à l'occasion d'une réunion entre les patrons des trois formations. Mais il semblerait qu'il n'existe pas encore de consensus en la matière. «Les alliances politiques ne seront pas systématiques. Elles seront laissées à la libre appréciation des élus locaux, chaque wilaya ayant ses spécificités», a précisé, hier, Miloud Chorfi, le porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND). «En matière d'Alliance,

la priorité sera donnée aux partis de l'Alliance. En fait, la décision reviendra aux élus locaux. Eux seuls connaissent la réalité politique de leur wilaya», a indiqué pour sa part Saïd Bouhadja, le responsable de la communication du Front de libération nationale (FLN). Les représentants des deux partis politiques tiennent quasiment le même discours. Celui-ci consiste à ne pas engager pleinement leur direction respective.

C'est que les enjeux politiques sont importants. Alliés sous la bannière présidentielle, le FLN et le RND restent toutefois de véritables adversaires. Cela est d'autant plus vrai dans le contexte de ces sénatoriales.

Chacune des deux formations a pour objectif premier de récupérer les sièges qu'elle perdra à l'occasion du renouvellement, 23 pour le FLN et 18 pour le RND.

Les places étant limitées — 48 au total — il est certain que les états-majors réfléchiront à deux fois avant de tisser des alliances dans de telles conditions. Pour le FLN, la situation est d'autant plus complexe qu'il fait face à une crise ouverte au sein de ses structures de base. Sans oublier le fait que le parti de Abdelaziz Belkhadem ne pourra pas décrocher

la présidence du Conseil de la nation même s'il parvient à garder la majorité des sièges. Abdelkader Bensalah, homme fort du RND, n'est pas prêt de quitter le perchoir.

**Et le Mouvement de la société pour la paix dans tout ça ?**

La formation de Bouguerra Soltani a pour objectif majeur de recomposer un groupe parlementaire au Sénat.

«Nous espérons pouvoir récupérer les 8 sièges des membres sortants. Cela nous permettra de disposer d'un groupe parlementaire au sein de cette chambre», a expliqué Mohamed Djemâa, porte-parole du MSP. Pour ce faire, cette formation a décidé de ne présenter de candidats que dans les wilayas où elle a des chances d'obtenir des résultats.

Quant aux alliances, le MSP reste ouvert à toutes les propositions. «Il n'y a aucune directive d'alliance sur le plan national. Tout se décidera au niveau local. Nous ne sommes pas tenus de faire alliance uniquement avec les partis de l'Alliance présidentielle. Nous nous allieront avec ceux qui ont des chances de réussir», a souligné Mohamed Djemâa.

T. H.

## GUERRE DE LIBÉRATION

# La communication, un outil essentiel

**La communication a joué un rôle fondamental pendant la guerre de Libération nationale. L'appel du 1<sup>er</sup> Novembre qui détaille les raisons de l'insurrection armée et précise les objectifs de la lutte du peuple algérien «avait déjà fait l'objet d'une communication», affirme Réda Malek, ancien militant pendant la guerre d'indépendance et ancien chef du gouvernement algérien.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Une communication qui a débuté avec Mohamed Boudiaf, coordinateur du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), chargé d'annoncer l'appel du 1<sup>er</sup> novembre à partir de la radio Sawt El-Arab, au Caire. «C'est ainsi que l'appel du 1<sup>er</sup> novembre a été lancé la veille du déclenchement de la révolution», souligne-t-il.

Intervenant ce dimanche sur les ondes de la Chaîne II, au cours d'une rencontre, Réda Malek a assuré que la politique générale de la révolution s'est basée essentiellement sur la communication. «L'Algérie était cernée par le monopole de la France. Nous n'avions pas le droit à

l'expression et l'opinion publique internationale ignorait l'existence d'une oppression coloniale dans notre pays et la marginalisation de notre peuple», explique-t-il.

Ce manque de communication était, selon lui, l'une des causes qui ont boosté le déclenchement du 1<sup>er</sup> novembre et qui devait se développer au cours de la guerre de libération. «Il fallait faire sauter cette congélation du silence chargée de plomb», dit-il.

Et de poursuivre : «Le recours aux armes, ce n'était pas pour aller militairement vers les Français, mais surtout pour faire du bruit autour de notre cause afin de pouvoir négocier l'indépendance de

l'Algérie». Ainsi, dès l'installation du Comité de coordination et d'exécution (CCE), en 1955 à Alger, «Abane Ramdane communiquait avec la population à l'aide de tracts, diffusés en attendant la création du journal *El-Moudjahid* en 1956». Sous la responsabilité de Saâd Dahleb, l'équipe du journal était composée de Temmam et de Benyoucef Benkhedda qui «se sont mis à exprimer les idées réelles de la révolution, ses débuts, son objectif et l'organisation du FLN». Réda Malek témoigne de la forte contribution d'*El Moudjahid* à l'organisation de la révolution.

La plate-forme du Congrès de la Soummam, qui était, dit-il, qualifiée à l'époque par Jacques Soustelle d'«extrêmement intelligente», avait détaillé la guerre de libération nationale, l'organisation des différents organes de décision tels que les Conseils de wilaya, le Conseil national de la révo-

lution, le Comité de coordination et d'exécution, et aussi déterminé la ligne à suivre, le rôle de la lutte armée et les conditions de négociation. Cette synthèse stratégique de la lutte de libération a été reprise dans tous ses détails par le numéro spécial d'*El-Moudjahid*.

Et de conclure que l'importance de la communication avait suscité de tenir compte, en premier lieu, de l'opinion algérienne puis de l'opinion internationale sans exclure l'opinion française, qu'il ne fallait pas braquer contre la révolution. «L'opinion internationale comptait beaucoup pour transmettre la justesse de notre cause afin qu'il y ait reconnaissance de la légitimité de notre combat par la communauté internationale.» Et c'est ainsi que la révolution a fait un pas en avant avec ce «rayonnement international» qui a touché l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et même l'Europe.

R. N.

## ORAN

# Procès des émeutiers d'El-Ançor

Pas moins de 24 personnes parmi celles soupçonnées d'avoir participé aux émeutes qui ont ébranlé la paisible localité d'El-Ançor, au courant de la semaine dernière, ont comparu ce lundi devant la cour du tribunal de première instance d'Aïn Turck, pour répondre des chefs d'accusation portés à leur encontre, à savoir regroupement non autorisé sur la voie publique, vol et dégradation de biens d'autrui.

Concernant le chef d'inculpation de vol, les prévenus sont soupçonnés d'avoir un lien avec la disparition de biens lors de la révolte des citoyens de ladite localité contre la base de vie des employés de la carrière d'Aïn Turck, objet du litige en question.

Lors du procès, les accusés étaient unanimes à déclarer qu'ils n'avaient aucun lien avec une quelconque action de dégradation de biens d'autrui ou de violence, déclarant que leur protestation était pacifique.

Lors de cette audience, le représentant du parquet a requis 18 mois de prison ferme à l'encontre de chaque prévenu ainsi qu'une amende de 10 000 DA, tandis que l'APC, qui s'est constituée partie civile, a réclamé 60 000 DA à titre de de dédommagement.

En parallèle à l'audience, une soixantaine de personnes se sont regroupées, dans le calme, devant l'entrée du tribunal, en signe de soutien à leurs proches écroués. Le verdict devait être rendu en fin d'après-midi.

Ben Aziz